

Enquête financière – Premier trimestre 2003

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Au premier trimestre 2003, les taux débiteurs pratiqués par les établissements bancaires ont diminué, notamment pour les particuliers ; les conditions créditrices se sont également détendues pour l'ensemble de la clientèle.

Situation des entreprises et des particuliers

Selon les établissements bancaires interrogés, le resserrement des trésoreries observé au premier trimestre 2003 a été plus sensible pour les grandes entreprises que pour les petites et moyennes entreprises. Grâce à un allègement des stocks, les besoins en fonds de roulement ont progressé plus modérément qu'au trimestre précédent, malgré la nette contraction des résultats bruts d'exploitation. Les crédits à moyen et long termes se sont fortement contractés, en raison de reports ou de gels d'investissements plus nombreux que le trimestre précédent, sous l'effet, notamment, des fortes incertitudes internationales.

Les particuliers, dont le patrimoine financier a, dans l'ensemble, légèrement progressé, ont continué de privilégier les placements les moins exposés aux fluctuations des marchés boursiers. Leurs difficultés de paiement ont progressé quelque peu, en dépit d'une légère diminution de leur niveau d'endettement global.

Au cours du deuxième trimestre 2003, selon les établissements bancaires interrogés, la demande de crédit des particuliers devrait continuer de s'accroître.

Pour les entreprises, la demande de crédit à court terme enregistrerait une hausse modérée, alors que les crédits à moyen et long termes seraient orientés à la baisse.

*Direction de la Conjoncture
Service des Synthèses conjoncturelles*

1. Le comportement des établissements de crédit

Au cours du premier trimestre 2003, la concurrence entre les établissements de crédit est jugée, dans l'ensemble, plus vive qu'au trimestre précédent. Elle s'est surtout concentrée sur l'attribution de crédits, dans un contexte de taux d'intérêt très attractifs.

La diminution des conditions créditrices et débitrices s'est poursuivie, à un rythme toutefois légèrement moins marqué qu'au trimestre précédent pour les entreprises.

Les marges bancaires se sont réduites, en dépit d'un relèvement des prix des services, notamment pour les entreprises.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédit s'attendent globalement à une légère progression de la demande de crédit, qui proviendrait essentiellement d'une demande assez soutenue des particuliers.

Comportement des établissements de crédit

	2001			2002			(soldes d'opinions)	
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	2003 Mars
Rémunération des placements								
des particuliers	2	- 22	- 10	8	1	- 14	- 26	- 26
des entreprises	2	- 28	- 12	3	2	- 16	- 26	- 24
Taux des crédits								
aux particuliers	- 3	- 36	- 19	17	- 5	- 38	- 44	- 43
aux entreprises	- 3	- 39	- 19	21	6	- 18	- 36	- 21
Prix des services								
aux particuliers	6	4	3	8	14	16	19	16
aux entreprises	10	5	5	7	14	17	11	18
Marges bancaires	- 6	- 11	5	- 8	- 7	3	- 1	- 16
Évolution prévue de la demande de crédit	1	- 13	1	15	18	- 3	14	5

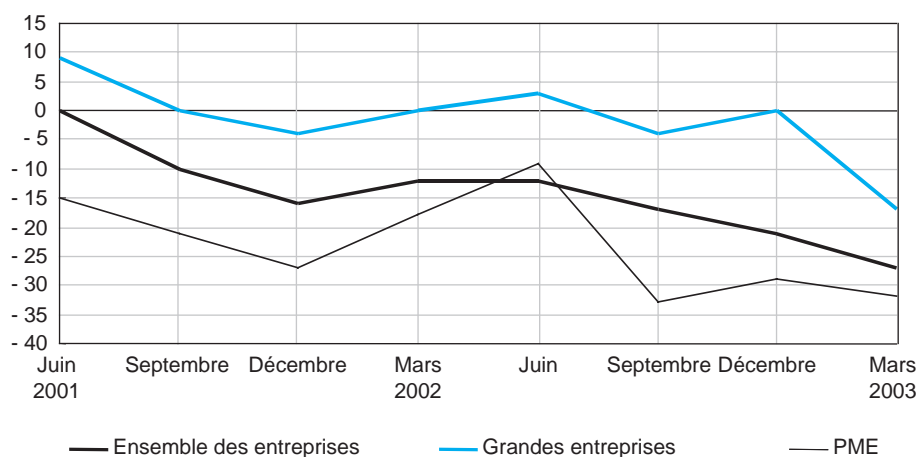
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2001			2002			2003	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
<i>(soldes d'opinions)</i>								
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	0	- 10	- 16	- 12	12	- 17	- 21	- 27
Grandes entreprises	9	0	- 4	0	3	- 4	0	- 17
PME	- 15	- 21	- 27	- 18	- 9	- 33	- 29	- 32
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	10	- 18	- 15	- 6	- 8	- 31	- 21	- 21
Grandes entreprises	- 4	- 7	- 11	1	- 6	- 18	- 4	- 16
PME	- 18	- 29	- 18	- 10	- 11	- 35	- 27	- 24
Difficultés de paiement	15	7	12	6	16	23	21	17
Résultats bruts d'exploitation	- 13	- 29	- 35	- 27	- 29	- 37	- 31	- 41
Besoins en fonds de roulement	25	19	24	15	31	16	20	18
Investissements globaux	- 2	- 34	- 38	- 34	- 18	- 56	- 16	- 60
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	11	8	17	- 1	21	3	18	- 12
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	14	- 16	- 30	- 20	- 7	- 35	- 13	- 43
Situation de l'endettement global	7	5	- 1	- 1	0	- 4	2	- 1
Dépôts à vue (encours moyen)	9	5	9	11	- 1	- 8	- 8	- 24
Placements nouveaux liquides	9	0	- 6	- 11	- 10	- 26	- 12	- 25
Placements nouveaux en titres négociables	- 3	1	- 3	- 2	- 11	- 21	- 14	- 22
dont : Titres d'OPCVM	2	2	- 1	4	- 6	- 14	- 12	- 19
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	18	19	22	14	17	10	18	10
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	- 4	- 24	- 11	7	11	- 28	- 1	- 16

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions, séries brutes)



Au cours du premier trimestre 2003, le resserrement des trésoreries a essentiellement affecté les grandes entreprises, confrontées au faible dynamisme de la demande étrangère. Dans les petites et moyennes entreprises, le niveau des trésoreries apparaît quasiment stable depuis la mi-2002.

Au cours des prochains mois, la trésorerie des petites et moyennes entreprises pourrait enregistrer une légère amélioration, alors que celle des grandes entreprises se détériorerait.

La poursuite du renchérissement du coût des matières premières, notamment du pétrole, conjuguée aux incertitudes internationales qui ont pesé sur le volume des exportations, a entraîné un recul assez sensible des résultats bruts d'exploitation. La progression des besoins en fonds de roulement a toutefois été légèrement moins accentuée que le trimestre précédent, grâce, en particulier, à un allègement des stocks.

Aussi, l'augmentation des difficultés de paiement est-elle apparue un peu moins forte que le trimestre précédent.

Parallèlement, les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme se sont réduits, après la vive augmentation observée au quatrième trimestre 2002.

La baisse de la demande de crédits à moyen et long termes a été très prononcée. Au premier trimestre, en effet, les investissements physiques et financiers des entreprises se sont fortement contractés selon les établissements de crédit interrogés. Les incertitudes internationales, liées à la guerre en Irak, ont accentué la tendance au report des investissements observée depuis la fin de 2001.

Au total, l'endettement global a légèrement diminué par rapport au trimestre précédent.

La contraction des placements s'est accentuée, quelle que soit leur forme.

Au cours des prochains mois, selon les banques interrogées, la demande de crédit de trésorerie devrait enregistrer une hausse modérée.

La demande de crédit moyen et long termes devrait être orientée à la baisse, en raison, essentiellement, de la faiblesse anticipée de l'investissement. En effet, selon les établissements de crédit interrogés, une orientation plus favorable de l'investissement n'est pas attendue avant le second semestre de 2003.

3. Le comportement des particuliers

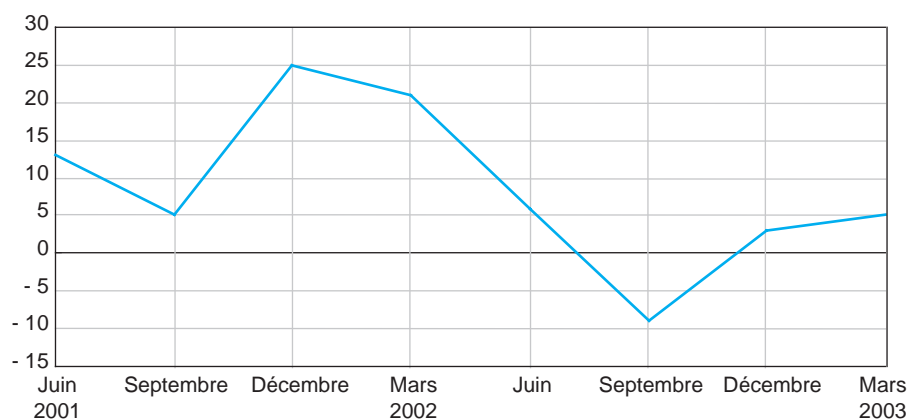
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2001			2002			2003	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Situation du patrimoine financier	13	5	23	21	6	- 9	3	5
Encours moyen des dépôts à vue	12	26	59	35	40	33	29	7
Encours moyen des livrets	- 15	18	37	33	17	49	34	49
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	34	16	- 12	- 6	- 9	- 7	- 30	- 25
Placements nouveaux en PEL	- 4	10	25	34	25	38	46	11
Placements nouveaux en PEP	- 50	- 45	- 28	- 23	- 34	- 31	- 25	- 13
Placements en actions	- 55	- 80	- 21	- 21	- 68	- 93	- 57	- 61
Placements en obligations	- 4	- 4	- 11	- 10	- 12	- 18	- 16	- 13
Placements en OPCVM court terme	0	- 5	8	11	5	- 7	- 8	- 5
Placements en autres OPCVM	- 11	- 29	- 3	8	- 17	- 21	- 15	- 10

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions, séries brutes)



Au premier trimestre 2003, le patrimoine financier des ménages a légèrement progressé.

Les encours moyens des dépôts à vue ont moins augmenté qu'au trimestre précédent, en raison, notamment, de la ponction opérée pour le règlement du premier tiers provisionnel, mais aussi, dans une moindre mesure, des arbitrages de portefeuille au profit d'autres placements.

Par ailleurs, l'attrait pour les placements en PEL a été moindre. Les modifications réglementaires des plans épargne-logement intervenues en fin d'année dernière et, en particulier, les modalités d'attribution de la prime d'État, ont, en effet, découragé certains épargnants.

Les autres placements, quelle que soit leur forme (comptes à terme, certificats de dépôt, placements nouveaux en PEP, en obligations, placements en OPCVM), ont de nouveau reculé, à un rythme cependant moins prononcé que celui observé au cours du trimestre précédent.

Le fort retrait des placements en actions témoigne de l'aversion des ménages pour le risque. Toutefois, quelques investisseurs recommencent à opter pour des achats d'actions, profitant de cours très bas.

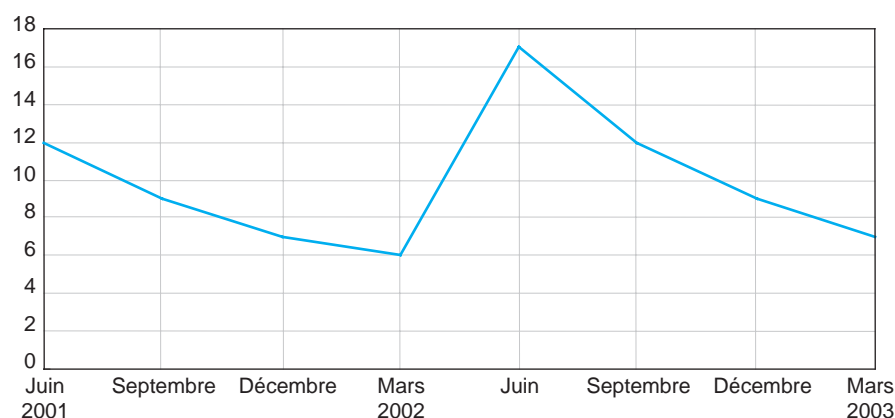
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2001			2002			2003	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Situation de l'endettement global	12	9	7	6	17	12	9	7
Difficultés de paiement	4	0	3	3	9	9	11	10
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	25	10	22	9	14	7	8	- 3
Utilisations nouvelles de prêts personnels	36	19	28	11	29	16	15	10
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	36	6	21	33	60	45	38	46
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	14	5	7	23	22	16	15	17
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	8	- 14	5	28	22	17	19	33

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions, séries brutes)



Le niveau d'endettement global des ménages a été légèrement moins élevé qu'au trimestre précédent. Les difficultés de paiement ont progressé à un rythme proche de celui observé les trois mois précédents et concernent de plus en plus les crédits revolving.

Les utilisations nouvelles de prêts personnels, bien qu'en légère décélération, sont restées soutenues, alors que les autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie se sont quelque peu réduites.

L'investissement en logement des ménages demeure très soutenu, l'immobilier apparaissant de plus en plus comme une valeur refuge dans un contexte boursier incertain. La demande de prêts immobiliers est d'autant plus dynamique que les taux d'intérêt pratiqués sont considérés comme très attractifs.

Les prévisions des établissements interrogés sont plutôt confiantes pour la période à venir. Ainsi, au cours des prochains mois, une augmentation de la demande est attendue, notamment pour les crédits immobiliers, mais également, dans une moindre mesure, pour les crédits de trésorerie.